

DRAME A ZAC MBAO
**L'EFFONDREMENT
D'UN IMMEUBLE
FAIT 5 MORTS ET
8 BLESSES**

SOMMET DES BRICS
**MACKY SALL
RECHAUFFE SES
RELATIONS P6
AVEC LA CHINE**

**ECONOMIE DIGITALE,
PIEGE DE L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE, SYSTEME
D'INFORMATIONS
UNIFIEES ETC**

▶ **LES MERVEILLES
DE L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE ET
SES PROBLEMES
ETHIQUES**

▶ **«UN JEUNE PEUT
AVOIR CINQ
FINANCEMENTS A
L'INSU DE TOUT
LE MONDE»**

LES ENSEIGNEMENTS DE NOURIDINE DIAGNE DE GAINDE 2000 P5

DEGRADATION DE L'ETAT DE SANTE DE SONKO
**Me Ciré Cléodor Ly
intensifie la pression**



P4

SURETE PORTUAIRE
**Les garde-côtes américains décernent
un satisfecit au Port autonome de Dakar**



P6

**DISPARITION DE L'ADJUDANT DIDIER BADI, CONSTRUCTION
D'UNIVERSITES, REVENDICATIONS SOCIALES**
Guy Marius Sagna bouscule l'Etat



P3

IBRAHIMA NOUR EDINNE DIAGNE, ADMINISTRATEUR DE GAINDE 2000

«Il faudrait des assises pour positionner la compréhension du digital au Sénégal»

Diplômé de HEC Paris, Ibrahim Nour Edinne Diagne est actuellement l'Administrateur général de GAINDE 2000, fleuron en Afrique en matière de digitalisation. Dans cette interview accordée à l'AS quotidien, l'ex-président et membre fondateur de l'African Performance Institute (API), groupe de réflexion et d'animation panafricain destiné à la promotion du numérique, est revenu sur les enjeux de la digitalisation en Afrique et au Sénégal. Mais aussi de la menace pressante de l'intelligence artificielle sur l'humanité malgré les énormes opportunités qu'elle offre pour le développement économique.

L'As : Votre entreprise est un fleuron du continent en matière de digitalisation. Quels sont les défis du continent justement en matière de digitalisation ?

Ibrahim Nour Edinne Diagne : Les défis du continent en matière de digitalisation tiennent d'abord au fait que nous avions déjà pris un retard à l'ère de l'informatique. Et ce retard devait être considéré comme une opportunité puisque nous n'avions pas un héritage à prendre en considération. Le continent s'est approprié très vite certaines technologies comme le mobile, les moyens de paiement mais est resté quand même en rade sur les grands outils de transformation. Donc nous avons un retard consommé en matière de transformation digitale parce que dans nos pays, nous continuons à faire la plupart des activités économiques et sociales avec les éléments du papier. Ce qui a manqué, c'est un déphasage entre les compétences africaines en matière de digital et le positionnement du digital dans les politiques publiques. C'était toujours considéré comme un secteur alors que c'est un élément transversal qui peut nourrir tous les secteurs. Et jusqu'à 2023, nous peinons à pouvoir positionner le digital de façon transversale dans toutes les constructions économiques et sociales.

Maintenant comment faire pour réduire cet écart ?

C'est assez difficile parce que le niveau de compréhension du digital n'est pas très avancé et le digital est en même temps une matière qui évolue très vite. Si je prends l'exemple du Sénégal, nous avions une stratégie 20-25 qui doit arriver à échéance dans deux ans, alors qu'en dix ans, nous n'avons même pas eu le temps de poser le cadre de pilotage de cette stratégie. Cela montre qu'il y a un vrai déphasage entre la vitesse d'évolution de cette dimension et la capacité de pouvoir se l'approprier. Par ailleurs, il est important de dire que

nos partenaires au développement ne nous laissent pas de la marge pour avoir nos propres constructions. Souvent, nous exécutons des dimensions qui nous sont dictées par nos partenaires au développement sans leur trouver une cohérence dans la construction de notre économie et de notre société.

Les gouvernements africains doivent-ils mettre la digitalisation au cœur des politiques publiques ?

La digitalisation réduit aujourd'hui les coûts et les distances. Des pays comme les nôtres qui ont des défis, encore que le Sénégal a la chance d'avoir un territoire qui n'est très grand, imaginez-vous qu'un État qui veut se rapprocher de ses populations peut prendre le digital comme un levier. Comment cet État à travers le digital peut accélérer son développement ? Donc si le digital est pris comme une matière à part, cela va nous coûter cher. Si on doit réfléchir digital pour éducation, réfléchir digital pour santé, pour sécurité de façon fractionnée, nous n'allons pas avoir une construction qui ne va pas être cohérente et qui n'aura pas la valeur ajoutée attendue. Il faudrait des assises pour positionner la compréhension du digital parce qu'on n'est pas dans un défi de volonté. Mais on est dans un défi de compréhension.

Malgré les efforts consentis par le gouvernement sénégalais, le résultat en matière de digitalisation semble manifestement mitigé. Est-ce que vous partagez d'abord cette analyse ?

Il y a nous reste énormément à faire. Il y a eu de grandes avancées mais comme il n'y a pas une construction articulée, nous n'avons pas les résultats escomptés. Aujourd'hui si vous voulez aller dans un commissariat pour faire une plainte par exemple, vous voyez que tout reste papier. Tout ce qui lie le citoyen à l'État n'a connu aujourd'hui aucune transformation digitale. Quand vous allez dans les grandes administrations, elles sont à l'intérieur «digitalisées». Mais leur relation avec le citoyen peine à atteindre ce niveau.

Que conseillerez-vous au gouvernement pour changer cette donne ?

Il faut d'abord comprendre l'enjeu. Pour moi, depuis longtemps, je dis que c'est un enjeu difficile à comprendre. Pour le comprendre, il faut créer des cercles avec des personnes qui peuvent apporter leur pierre à l'édification de cette transformation digitale. Moi j'étais impliqué dans le digital depuis 25 ans. À l'époque, on ne parlait même pas de digital mais je peux vous dire qu'à cette époque, on posait les questions que les grandes nations se posaient et elles n'avaient aucune avance sur

nous. Aujourd'hui en Afrique, on continue à se poser presque les mêmes questions après 25 ans parce que nous n'avons pas su apprivoiser cette dimension-là. Des pays plus avancés que nous économiquement ont mis en place des logiques pour positionner le digital dans leur construction, mais aussi des pays moins solides que le Sénégal. Je prends l'exemple du Rwanda où vraiment le digital est une matrice dans la construction de son économie. Encore une fois le défi, c'est un défi de compréhension.

Est-ce que des experts comme vous sont mis à contribution par le gouvernement ?

Oui, mais dans une construction qui n'est pas articulée. Je suis invité à plusieurs projets qui touchent au digital. Donc cela veut dire que les acteurs sont conviés. Mais ce qu'il y a lieu de dire, c'est qu'il n'y a pas une construction cohérente et du coût, tous les efforts qui sont produits ne se traduisent pas en des résultats concrets.

Donc vous pensez que des projets du gouvernement comme les Espaces numériques ouverts et autres sont des îlots ?

Quand je dois aller à la banque ou n'importe où, je suis une identité. Donc si on n'a pas réglé la question de l'identité digitale, et si dans chaque administration j'ai une identité différente, on ne peut faire une construction cohérente. Le premier enjeu, c'est de fixer cette identité digitale et à partir de cette identité digitale certifiée, sécurisée, permettre l'ensemble des services et de façon cohérente. Je prends l'exemple du financement des jeunes : un jeune peut avoir cinq financements à l'insu de tout le monde. Il n'y a pas un système d'information unifiée pour cela.

C'est une incompréhension ou un manque de volonté de la part de l'État ?

Je peux dire en toute bonne foi que c'est une incompréhension. Mais l'effort pour comprendre n'est pas bien fait. Mais je suis persuadé que c'est un défi de compréhension.

Le Sénégal a été le cinquième pays au monde à intégrer le système de guichet unique. Mais est-ce ce système est en train de donner les résultats escomptés ?

Absolument ! Au Sénégal nous sommes passés de 17 jours de pré-dédouanement avec des déplacements intempestifs et paiements de transport et d'attente à une demi-journée. C'est une illustration parfaite que le digital, lorsqu'il est bien utilisé, permet de transformer. Concrètement, le guichet unique, ce n'est pas à 20 ans que nous avons eu ce résultat. Le guichet unique a été implanté en 2004 et en 2006 on avait déjà



ce résultat.

L'intelligence artificielle en outre croît de manière exponentielle dans le monde. Mais beaucoup pensent qu'avec le ChatGPT, l'humanité est menacée. Est-ce qu'il n'est pas temps de ralentir un peu ?

Beaucoup de pays s'interrogent. Aujourd'hui l'intelligence artificielle va apporter une sacrée révolution sur l'économie de l'intelligence. Donc ça peut faire peur. Certains pays sont partisans d'une réglementation anticipée parce qu'on va franchir des limites éthiques et aussi économiques. Tous les métiers qui sont basés sur la connaissance vont complètement être charriés. Je prends même le journalisme aujourd'hui ; vous dites à ChatGPT : fais-moi un article sur quelque chose ; et puis c'est terminé. Voilà aujourd'hui un défi éthique sur l'intelligence artificielle. Je pense que nos sociétés ne sont pas préparées à encaisser l'intelligence artificielle. Nous allons traverser un océan, et nous ne savons pas nager.

Mais est-ce qu'on ne peut pas ralentir ?

On a trop pensé qu'on dominait nos sujets. Mais ils pourraient bientôt nous dominer. On est à la phase des questionnements mais en même temps, il y a une accélération exponentielle du potentiel de l'intelligence artificielle. Tout va changer avec cette intelligence artificielle.

Comment les entreprises peuvent-elles tirer profit de cette intelligence artificielle ?

L'entreprise doit faire l'analyse de ce que l'intelligence artificielle constitue comme opportunité et menace, comme menace d'ailleurs en priorité. Si le métier de l'entreprise est appelé à disparaître ou à connaître des mutations si profondes que l'avantage comparatif qu'on avait, on le perd et que rapidement on est substitué par autre chose, il y a un enjeu de transformation et d'adaptation à faire. Par contre, il y a aussi des opportunités mais ces opportuni-

tés vont jouer à la défaveur de l'emploi. Qu'est-ce que les entreprises vont chercher comme elles l'ont cherché lors de la révolution digitale ? Elles ont voulu remplacer le facteur humain par le digital. Mais la chance qu'on avait avant, c'est que le digital a généré d'autres emplois. Mais maintenant qu'on touche à l'économie de l'intelligence, il n'est pas évident que l'économie de l'intelligence soit capable de produire autant d'emplois qu'elle en détruira. Donc c'est ça l'enjeu pour une organisation. Toute organisation qui banalisera le sujet va en payer le prix parce que ça passe très vite ; j'existe et je n'existe plus pour une entreprise. La solution n'existe pas mais la prise de conscience est nécessaire.

D'ailleurs pour les profanes, c'est quoi l'intelligence artificielle ?

L'intelligence artificielle, c'est la capacité d'un programme informatique à appliquer un raisonnement sur la base d'informations. Donc, c'est la capacité d'analyse et de raisonnement qui était propre à l'être humain. La machine avait les données mais la capacité d'interprétation finale revenait à l'humain. Aujourd'hui cette capacité est programmée pour que la machine puisse être capable de faire de l'interprétation, du raisonnement et de la décision. C'est là où il y a un changement radical entre l'économie digitale traditionnelle et l'ère de l'intelligence artificielle.

Vous préparez une rentrée numérique au mois de septembre autour de l'intelligence artificielle justement. C'est quoi l'objectif ?

L'objectif, c'est la sensibilisation parce que l'intelligence artificielle va impacter l'économie et la gouvernance. Nous voulons que cette rentrée soit une occasion pour les techniciens chevronnés sur le sujet d'être questionnés sur l'intelligence artificielle et son impact sur la société. C'est vraiment un exercice de vulgarisation et de sensibilisation.

Propos recueillis par Mamadou Mbakhé NDIAYE